



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Réalisation d'essais feu et rédaction d'appréciations
de laboratoire sur des murs en terre crue
pour l'université de Pau et des pays de l'Adour

Procédure adaptée
N° de marché : 2025-1397

ACHETEUR :
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

ARTICLE 0 – DÉFINITIONS.....	2
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 6 – DÉSIGNATION D’INTERLOCUTEURS.....	3
ARTICLE 7 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	4
7.4 Sous-traitance	5
ARTICLE 8 – MODALITÉS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX.....	5
9.1 Contenu des prix	5
9.2 Actualisation du prix	5
9.3 Clauses butoir et de sauvegarde	6
ARTICLE 10 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT	6
10.1 Délai de règlement.....	6
10.2 Conditions de facturation	6
10.3 Avance	7
10.4 Acomptes	7
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS	8
11.1 Règle générale	8
11.2 Retard de livraison ou d’exécution	8
ARTICLE 12 – RÉSILIATION	8
ARTICLE 13 – MODIFICATION EN COURS D’EXÉCUTION	8
13.1 Règle générale	8
13.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	9
ARTICLE 15 – LANGUE.....	9
ARTICLE 16 – MONNAIE	9
ARTICLE 17 – LITIGES	9
ARTICLE 18 – DÉROGATION AU CCAG-FCS.....	10
ARTICLE 19 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS.....	10
ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS complémentaires	10

ARTICLE 0 – DÉFINITIONS

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation d'essais feu et la rédaction d'appréciations de laboratoire sur des murs en terre crue pour l'Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA).

Ce marché s'inscrit dans le cadre du projet MURTERFEU. Il est financé par l'ADEME.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti pour des raisons techniques.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée totale du présent marché est de 21 mois à compter de la notification.

ARTICLE 4 – ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1er avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intègrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du titulaire.

ARTICLE 5 – FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

ARTICLE 6 – DÉSIGNATION D'INTERLOCUTEURS

Le titulaire a l'obligation de désigner dès la mise en place du marché et à l'attention du coordinateur du marché un ou des correspondants en charge :

- de la prestation, interlocuteur du projet ;
- de la gestion des factures, si le service est différencié.

Les coordonnées de l'interlocuteur pour l'UPPA seront indiquées au titulaire à la notification du marché.

La remise des livrables prévus au CCTP ainsi que tout autre échange relatif à l'exécution technique de la prestation, se fera avec l'interlocuteur de l'UPPA.

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense (DAPID) de l'UPPA de tout changement d'interlocuteurs.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Conditions générales

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du marché et à signaler à l'UPPA tout changement de situation à l'acheteur et les éventuels justificatifs nécessaires dans les plus brefs délais.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UPPA les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations.

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

L'UPPA se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du titulaire la réparation des dommages causés.

7.2 Traitement des données – Confidentialité – secret des affaires

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire, ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en vertu de l'article 41 du CCAG-FCS.

Chaque partie s'engage à respecter la loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires transposant la directive n° 2016/943/UE du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Aux termes de l'article L151-1 du Code de commerce, une information protégée par le secret des affaires doit répondre aux critères suivants :

- 1° elle n'est pas, en elle-même ou dans la configuration et l'assemblage exacts de ses éléments, généralement connue ou aisément accessible pour les personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité ;
- 2° elle revêt une valeur commerciale, effective ou potentielle, du fait de son caractère secret ;
- 3° elle fait l'objet de la part de son détenteur légitime de mesures de protection raisonnables, compte tenu des circonstances, pour en conserver le caractère secret.

Aux termes de l'article L151-6 du Code de commerce, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation d'un secret des affaires est aussi considérée comme illicite lorsque, au moment de l'obtention, de l'utilisation ou de la divulgation du secret, une personne savait, ou aurait dû savoir au regard des circonstances, que ce secret avait été obtenu, directement ou indirectement, d'une autre personne qui l'utilisait ou le divulguait de façon illicite au sens du premier alinéa de l'article L. 151-5.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, la confidentialité et/ou le secret des affaires en cours d'exécution de la prestation, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur, sauf dans le cas où ces modifications s'imposeraient aux parties.

7.3 Sécurité

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de l'UPPA dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

7.4 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE COMMANDE

Aucun « bon de commande » ne sera adressé au titulaire.

La notification du marché engage juridiquement l'acheteur selon les éléments figurant sur l'acte d'engagement.

Suite à la notification, un mail sera adressé au titulaire précisant le numéro d'engagement juridique (EJ) attribution à faire figurer sur la facture sous la forme ATT-202X-XXXXXX.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX

9.1 Contenu des prix

Les prix sont fermes, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Toutefois les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le marché est traité à prix forfaitaire.

9.2 Actualisation du prix

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-FCS, le prix est ferme mais pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date limite de réception des offres (indiquée en page de garde du règlement de consultation) et la date de début d'exécution des prestations. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations, selon la formule ci-dessous :

$$P = P_o \times ((I - 3) / I_o)$$

P : prix actualisé

P_o : prix initial

I_o : indice au mois zéro (date limite de réception des offres)

I - 3 : indice antérieur de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations ou dernier indice définitif connu à la date d'actualisation.

I et I_o : Index du bâtiment - BT32 - Couverture en tuiles en terre cuite - Base 2010 (Identifiant 001710969) publié par l'INSEE

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En complément de cet article, le prix actualisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

9.3 Clauses butoir et de sauvegarde

Le présent marché ne prévoit pas de clause butoir ni de sauvegarde.

ARTICLE 10 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

L'université de Pau et des pays de l'Adour se libère des sommes dues en exécution du présent marché en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10.2 Conditions de facturation

10.2.1 Mentions obligatoires

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- Le numéro du présent marché : 2025-1397 ;
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ)-attribution communiqué après notification du marché ;
- Les coordonnées précises du service acheteur : selon les précisions figurant sur le courrier de notification ;
- La date de la prestation de service terminée ;
- Le prix HT et le montant de la TVA.

Il ne peut être facturé que les quantités livrées et prestations exécutées.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement la référence du marché et le numéro de l'engagement juridique entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions énoncées ci-dessus.

10.2.2 Supports de facturation

Conformément aux articles L2192-1 s. du code de la commande publique, le titulaire transmet les factures sous forme électronique.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'Etat, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 19640251500270

Les personnes désignées pour le paiement sont :

- Ordonnateur : M. le Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.
- Comptable assignataire : Mme l'Agent Comptable de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

Les modalités de facturation sont susceptibles d'évolution selon les dispositions réglementaires de la dématérialisation.

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

10.3 Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance forfaitaire est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13.

Conformément à l'article R.2191-8 du code de la commande publique, le montant de l'avance peut être fixé conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 à un maximum de 60 % à la condition que le titulaire constitue une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-33. La constitution de cette garantie n'est toutefois pas exigée des personnes publiques titulaires d'un marché.

Conformément à l'article R.2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché et doit être terminé lorsque le dit montant atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

Conformément à l'article R.2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

10.4 Acomptes

Conformément à l'article R.2391-21 du code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

Un acompte forfaitaire correspondant à 30% du montant initial (hors taxes) du marché sera versé au titulaire avant le 15/12/2026, sous réserve de la constatation par l'acheteur de l'avancement satisfaisant des prestations suivant le planning exigé au CCTP (réalisation de la fabrication des corps d'épreuves et démarrage des essais feus, quel que soit le nombre d'essai feu démarré).

Le solde, soit 70 % du montant du marché, sera versé après réception et admission définitive des prestations.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

11.1 Règle générale

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS :

- L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités ;
- Le titulaire encourt, sans invitation par écrit, les pénalités définies ci-après.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché, conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Les pénalités seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

11.2 Retard de livraison ou d'exécution

Dans le cas d'un retard de livraison, des pénalités s'appliquent par application de la formule ci-dessous :

$P = (V \times R) / 1000$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche ou du bon de commande.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation du marché, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation du marché font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de l'UPPA ou à défaut par chèque libellé à l'ordre de Mme l'agent comptable de l'UPPA.

ARTICLE 13 – MODIFICATION EN COURS D'EXÉCUTION

13.1 Règle générale

Le présent marché est susceptible d'évoluer du fait de contraintes internes à l'UPPA, du fait de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc.

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie. Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

13.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 15 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 16 – MONNAIE

L'unité monétaire relative au marché est l'euro.

ARTICLE 17 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Pau est seul compétent.

ARTICLE 18 – DÉROGATION AU CCAG-FCS

Article du CCAP/CCTP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
4 CCAP	4.1	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) se situe en dessous de l'acte d'engagement dans l'ordre de priorité des documents contractuels
9.2 CCAP	10.1.2 et 10.2.4	L'actualisation des prix s'effectue en prenant en compte la date limite de remise des offres.
11.1 CCAP	14.1	L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités. Le titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités.

ARTICLE 19 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Pau :

Villa Noulibos
50, Cours Lyautey
64010 Pau CEDEX
Téléphone: 05 59 84 94 40
Télécopie: 05 59 02 49 93
Courriel: greffe.ta-pau@juradm.fr
Site internet : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS complémentaires

Université de Pau et des pays de l'Adour

Direction des achats et du pilotage de la dépense
Pôle Finances
Avenue de l'université – BP 576
64012 Pau cedex
Courriel : achats-publics@univ-pau.fr